

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°46-2024-002

PUBLIÉ LE 5 JANVIER 2024

# Sommaire

## Préfecture du Lot /

46-2023-11-13-00004 - Arrêté n° DC 2023/180 accordant une dérogation au niveau minimal de survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux pour la société "OPSIA AVIATION" située 54 rue Louis Jouvét 83160 LA VALETTE DU VAR, au-dessus de l'ensemble du département du Lot (5 pages)	Page 4
46-2023-12-19-00001 - ARRÊTÉ n° E-2023-356 en date du 19/12/2023 <sup>??</sup> portant prescriptions spécifiques au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la réalisation d'un plan d'eau situé sur la commune de Saint Perdoux (4 pages)	Page 10
46-2023-12-29-00001 - ARRÊTÉ n° E-2023-365 AUTORISANT LE DEROULEMENT D'UNE ÉPREUVE DE CHIENS COURANTS, SUR SANGLIER, NON TIRÉ, ORGANISÉ PAR LE CLUB DU PORCELAINE LES 12, 13 ET 14 JANVIER 2024 (2 pages)	Page 15
46-2023-12-29-00002 - ARRÊTÉ n° E-2023-366 AUTORISANT LE DEROULEMENT D'UN BREVET DE CHIENS COURANTS, SUR SANGLIER ET LIÈVRE, NON TIRÉS, ORGANISÉ PAR LA SAINT-HUBERT MARCILHACOISE LES 16 ET 17 MARS 2024 (2 pages)	Page 18
46-2023-12-14-00005 - Arrêté n° E-2024-2 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux du Lot (4 pages)	Page 21
46-2024-01-02-00003 - Arrêté préfectoral complémentaire n° E-2024-3 portant interdiction temporaire de circulation sur l'autoroute A20 dans les deux sens (2 pages)	Page 26
46-2023-12-12-00006 - Arrêté préfectoral interdépartemental <sup>??</sup> instituant une réglementation de la pêche sur le tronçon de la Dordogne déterminant la limite départementale entre les départements du Lot et de la Dordogne sur les communes de Lanzaç (46), du Roc (46), et de Pechs-de-L'Espérance (24) (4 pages)	Page 29
46-2024-01-02-00004 - Arrêté préfectoral n° 2023-100 portant constitution de la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) compétente pour statuer sur un projet d'extension de 1471 m <sup>2</sup> de surface de vente d'un ensemble commercial par extension de l'hypermarché E. Leclerc à Capdenac (4 pages)	Page 34
46-2023-12-21-00004 - Arrêté préfectoral n° DC 2023/282 portant avertissement à l'encontre de l'établissement LE DIVO situé rue de l'Ecluse 46000 CAHORS (2 pages)	Page 39

46-2023-12-22-00002 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E-2023-361 portant habilitation À participer au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives départementales du lot à l'association pour la sauvegarde des maisons et paysages du Quercy (ASMPQ) (3 pages)	Page 42
46-2023-12-26-00003 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° E-2023-364 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 février 2004 autorisant la société decremps à exploiter une carrière sur la commune de saint-denis-catus et portant autorisation de défrichement (3 pages)	Page 46
46-2024-01-02-00002 - Arrêté préfectoral n° E-2024-1 portant interdiction temporaire de circulation sur l'autoroute A20 dans les deux sens (2 pages)	Page 50
46-2024-01-02-00005 - Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Hugues PERRIN, directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de la Haute-Garonne, en matière de gestion des successions vacantes (2 pages)	Page 53

Préfecture du Lot

46-2023-11-13-00004

Arrêté n° DC 2023/180 accordant une dérogation au niveau minimal de survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux pour la société "OPSIA AVIATION" située 54 rue Louis Jouvét 83160 LA VALETTE DU VAR, au-dessus de l'ensemble du département du Lot

**ARRÊTÉ n° DC 2023/180**

**ACCORDANT UNE DÉROGATION AU NIVEAU MINIMAL DE SURVOL DES AGGLOMÉRATIONS ET DES  
RASSEMBLEMENTS DE PERSONNES OU D'ANIMAUX POUR LA SOCIÉTÉ « OPSIA AVIATION »  
SITUÉE 54 RUE LOUIS JOUVET 83160 LA VALETTE DU VAR,  
AU-DESSUS DE L'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT DU LOT.**

**La Préfète du Lot,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'aviation civile et notamment les articles R. 131-1, R.151-1, L. 131-2, L.141-2, L.141-3, R.133-6 et D.133-10 à D.133-14,

**VU** le décret n° 91-660 du 11 juillet 1991 et notamment son annexe 1,

**VU** l'arrêté du 3 mars 2006 relatif aux règles de l'air et aux services de la circulation aérienne,

**VU** l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux,

**VU** l'arrêté ministériel du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale et notamment son chapitre III "activités particulières",

**VU** l'arrêté du Premier Ministre du 27 janvier 2017 fixant la liste des zones interdites à la prise de vue aérienne par appareil photographique, cinématographique ou tout autre capteur ;

**VU** la demande de dérogation aux règles de l'air relatives à la hauteur minimale de survol des agglomérations et rassemblements de personnes présentée le 03 octobre 2023 par la société « OPSIA AVIATION » située 54 Louis Jovet 83160 LA VALETTE DU VAR, au-dessus de l'ensemble du département du LOT,

**VU** l'avis du Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud en date du 16 octobre 2023 ;

**VU** l'avis de la Contrôleuse Générale, Directrice Zonale de la Police aux Frontières Sud en date du 2 novembre 2023 ;

**SUR** proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète du Lot,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** la société « OPSIA AVIATION » située 54 Louis Jovet 83160 LA VALETTE DU VAR, est autorisée à effectuer des missions de prises de vues aériennes, de surveillance et observations aériennes, par avion, **du 13 novembre 2023 au 12 novembre 2024** au-dessus de l'ensemble du département du LOT.

Cette autorisation est accordée en dérogation au niveau minimal de survol, au-dessus des agglomérations et des rassemblements de personnes ou des animaux au-dessus de l'ensemble du département du LOT.

## **ARTICLE 2 :**

### **1°) Opérations**

L'exploitant doit procéder aux opérations précitées conformément à l'ensemble des exigences techniques et opérationnelles applicables :

- du règlement (UE) n°965/2012 modifié déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes *ou*
- de l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs en aviation générale.

### **2°) Régime de vol et conditions météorologiques**

Les opérations seront conduites selon les règles de mise en œuvre du point FRA.5001 de l'arrêté du 11 décembre 2014 modifié relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) n°923/2012.

### **3°) Hauteurs de vol**

Le passage au-dessus de chaque site est autorisé sans vol stationnaire, ni vertical.

Cette dérogation est accordée sous les réserves suivantes :

1. Dans tous les cas, le survol des zones habitées devra être réalisé à une hauteur telle que l'atterrissage en dehors de celles-ci soit toujours possible, même dans le cas de panne moteur.
2. Le survol d'usines isolées ou de tout autres installations à caractère industriel ainsi que les vols suivant une direction parallèle à une autoroute et à proximité de celle-ci ne pourra s'effectuer à moins de **150 m** de hauteur.
3. Le survol des villes et agglomérations dont la largeur moyenne ne dépasse pas 1.200 m (ou tout rassemblement de moins de 10.000 personnes) ne pourra s'effectuer à moins de **300 m** de hauteur.
4. Le survol des villes et agglomérations dont la largeur moyenne est comprise entre 1.200 m et 3.600 m (ou tout rassemblement compris entre 10.000 et 100.000 personnes) ne pourra s'effectuer à moins de **400 m** de hauteur.
5. Le survol des villes et agglomérations dont la largeur moyenne est supérieure à 3.600 m (ou tout rassemblement supérieur à 100.000 personnes) ne pourra s'effectuer à moins de **500 m** de hauteur.

Toutefois, si l'altitude qui résulte de la hauteur de survol ci-dessus est supérieure à celle correspondant à la limite inférieure de l'espace aérien de classe A sus-jacent, elle sera ramenée à cette dernière valeur.

Pour les aéronefs multimoteurs : **150 m**.

Ces réductions de hauteur ne sont pas valables pour :

- le survol des plages et de la bande littorale maritime de 300 m mesurée à partir de la limite des eaux (lorsqu'il y a lieu de considérer ces emplacements comme des rassemblements de personnes) ;

Préfecture du Lot  
Place Jean-Jacques Chapou  
46009 Cahors Cedex  
05 65 23 10 00  
pref-polices-administratives@lot.gouv.fr

- le survol d'hôpitaux, de centres de repos ou de tout autre établissement ou exploitation portant une marque distinctive d'interdiction de survol à basse altitude ;
- le survol d'établissements pénitentiaires.

#### **Pour des opérations de Publicité, Prises de vues aériennes ou Observation/Surveillance :**

En **VFR de nuit**, la hauteur minimale de vol est fixée à **600 m** au-dessus du sol pour les aéronefs monomoteurs et **300 m** pour les aéronefs multimoteurs.

Conformément au point SERA 3105 du règlement (UE) n° 923/2012 modifié précité, la hauteur de vol est suffisante pour permettre, en cas d'urgence, d'atterrir sans mettre indûment en danger les personnes ou les biens à la surface.

La hauteur de vol est telle que l'atterrissage soit toujours possible, même en cas de panne moteur, en dehors des agglomérations ou sur un aérodrome public.

#### **4°) Interdiction de survol**

Le survol de la zone D.70 Gramat est déconseillé et il est interdit d'y effectuer des photographies aériennes :

- a) Zone D.70 – dangereuse H24 du sol à 1.000m/sol : tirs explosifs  
délimitée : 44°45'00" et 44°43'30" / 01°43'30" et 01°45'30".
- b) Zone interdite à la photographie aérienne :  
polygone délimité par les points :  
A : 001°43'00" E / 44°44'35"N  
B : 001°44'35" E / 44°44'52"N  
C : 001°45'07" E / 44°44'00"N  
D : 001°43'13" E / 44°43'42"N

#### **5°) Pilotes**

Opérations AIR OPS SPO et NCO

- Les pilotes doivent disposer de licences professionnelles conformes au règlement AIRCREW avec un certificat médical de classe 1.
- Ils doivent être formés aux procédures de l'exploitant.

Opération et aéronefs hors champ du règlement de base (UE) 216/2008

- Les pilotes ne peuvent pas détenir de licences privées (sauf pour les Ballons libres à air chaud et les ULM de classe 5 pour lesquelles il existe un seul type de licence dont les privilèges permettent notamment d'exercer des activités commerciales). Les licences sont délivrées ou validées par la France. Le certificat médical est de classe 1 (sauf Ballons- classe 2 et ULM : aucun). Ils sont titulaires d'une Déclaration de niveau compétence (DNC).

#### **6°) Navigabilité**

- Les aéronefs utilisés sont titulaires d'un Certificat de Navigabilité valide ou pour un ULM de classe 5, d'une carte d'identification valide ;
- Les modifications éventuelles de l'appareil dues au type de l'opération spécialisée devront avoir été approuvées par l'Agence Européenne pour la Sécurité Aérienne (AESA) ou par l'Etat d'immatriculation de l'appareil ;

Préfecture du Lot  
Place Jean-Jacques Chapou  
46009 Cahors Cedex  
05 65 23 10 00  
pref-polices-administratives@lot.gouv.fr

## 7°) Conditions opérationnelles

- Les conditions d'exploitation dans la configuration spéciale dues à l'opération spécialisée doivent être inscrites dans le manuel de vol.
- **Pour des opérations de Publicité, Prises de vues aériennes ou Observation/Surveillance au moyen d'avions**, la vitesse permettant des manœuvres doit avoir une marge suffisante par rapport à la vitesse de décrochage et les vitesses minimales de contrôle. Pour des opérations au moyen d'hélicoptères multimoteur, la vitesse minimale doit être supérieure ou égale à la vitesse de sécurité au décollage (VSD) sauf si les performances de l'hélicoptère lui permettent d'acquiescer, dans les conditions du vol, cette vitesse de sécurité et de maintenir ses performances ascensionnelles après avoir évité tous les obstacles, malgré la panne du groupe motopropulseur le plus défavorable.

## 8°) Divers

- Le pilote devra respecter le statut et les conditions de pénétration des différentes classes d'espaces aériens et zones réglementées, dangereuses et interdites.
- L'exploitant devra s'assurer que les trajectoires choisies ne mettent pas en cause la tranquillité et la sécurité publique, en l'occurrence, une précaution particulière sera apportée afin que soit évité le survol des établissements sensibles tel qu'hôpitaux, établissements pénitentiaires, etc.
- La présence à bord de toute personne n'ayant pas une fonction en relation avec le but du vol est notamment interdite lors des vols effectués dans le cadre d'une opération spécialisée ou activité particulière. Les personnes qui sont admises à bord des appareils doivent avoir des fonctions en relation avec les opérations effectuées et ceci doit être clairement défini dans le manuel d'activité particulière ou le manuel d'exploitation (Task Specialist).
- L'information des riverains ainsi que l'évacuation de tout ou partie de la zone concernée pourront, dans certains cas exceptionnels de très basse altitude, être décidées par le préfet du département.
- Les personnes désirant faire un usage aérien des appareils photographiques, cinématographiques, de détection et d'enregistrement des données de toute nature sont tenus de se conformer à l'article L.6224-1 du Code des transports et aux articles R.133-6 et suivants du Code de l'aviation civile. L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité de sa mission avec les dispositions de l'arrêté fixant la liste des zones interdites à la captation et au traitement des données recueillies depuis un aéronef, arrêté qui est consultable en ligne. Dans le cadre d'une opération au-dessus d'une zone interdite à la captation et au traitement des données recueillies depuis un aéronef, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 29 décembre 2022 portant application des articles R.133-6 et suivants du Code de l'aviation civile et relatif au régime encadrant la captation et le traitement des données recueillies depuis un aéronef dans certaines zones, arrêté qui est consultable en ligne.
- Conformément au règlement européen n°376/2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, l'opérateur devra notifier auprès de la DSAC territorialement compétente tout incident/accident survenu au cours de l'exploitation. Pour ce faire il convient d'utiliser le document disponible sur le site du Ministère à l'adresse suivante : <https://www.ecologie.gouv.fr/notifier-incident>.

**ARTICLE 3 :** Le bénéfice de cette dérogation est subordonné au respect des conditions techniques particulières annexées au présent arrêté conformément à l'instruction du 04 octobre 2006 relative aux conditions techniques de délivrance des dérogations aux hauteurs minimales de vol.

Préfecture du Lot  
Place Jean-Jacques Chapou  
46009 Cahors Cedex  
05 65 23 10 00  
[pref-polices-administratives@lot.gouv.fr](mailto:pref-polices-administratives@lot.gouv.fr)



**ARTICLE 4 :** Le présent document ou une copie devra se trouver à bord de l'appareil pendant la durée de la mission.

Les documents de bord de l'avion, les licences de vol et les qualifications des pilotes, les autorisations pour la photographie et la cinématographie aérienne dans les ZICAD, devront être conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.

La présence à bord de toute personne n'ayant pas une fonction en relation avec le but du vol est interdite.

Le survol des agglomérations ne pourra s'effectuer en dessous d'une altitude telle qu'en cas d'arrêt du système de propulsion l'atterrissage soit toujours possible sur un terrain dégagé.

La société devra être titulaire d'une assurance responsabilité civile en cours de validité.

**ARTICLE 5 :** Cette autorisation est délivrée au demandeur sous réserve qu'il avise systématiquement avant chaque vol ou groupe de vols la police aéronautique de Toulouse, en indiquant les horaires et les lieux précis survolés par téléphone (05-36-25-91-30) ou par mail (dcpaf-bpa-toulouse@interieur.gouv.fr).

Tout accident ou incident sera signalé à la brigade de police aéronautique de Toulouse (tél. 05-36-25-91-30) ou en cas d'impossibilité de joindre ce service, à la salle d'information et de commandement de la DZPAF Sud (tél. 04-91-53-60-90).

Cette autorisation est révoquée à tout moment, en cas de nécessité ou de risques imprévus pour la sécurité des personnes ou d'inobservation des règles de sécurité.

**ARTICLE 6 :** La présente autorisation pourra faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de notification à l'intéressé.

**ARTICLE 7 :** Le Directeur de Cabinet de la Préfète du Lot, le Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud, la Contrôleuse Générale, Directrice Zonale de la Police aux Frontières Sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société OPSIA AVIATION.

À Cahors, le **13 NOV. 2023**

Pour la Préfète, et par délégation  
le Directeur de Cabinet



Frédéric ROURE

Préfecture du Lot

46-2023-12-19-00001

ARRÊTÉ n° E-2023-356 en date du 19/12/2023  
portant prescriptions spécifiques au titre de  
l'article L 214-3 du code de l'environnement  
concernant la réalisation d'un plan d'eau situé  
sur la commune de Saint Perdoux

**ARRÊTÉ N° E-2023-356 EN DATE DU 19/12/2023  
portant prescriptions spécifiques  
au titre de l'article L 214-3  
du code de l'environnement concernant  
la réalisation d'un plan d'eau situé sur la  
commune de Saint Perdoux**

**La Préfète du LOT,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne (SDAGE) 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement considéré complet en date du 11 octobre 2023, présenté par M. Alexandre Jéké, enregistré sous le n° DIOTA-231011-162036-782-014 concernant la réalisation d'un plan d'eau à usage d'irrigation sur la parcelle cadastrée A105 au lieu-dit « Lapergue » sur la commune de Saint Perdoux;

VU l'arrêté préfectoral n° E-2023-94 en date du 20 novembre 2023 portant délégation de signature à Armelle LEBRUN, directrice départementale adjointe des territoires du Lot ;

VU l'arrêté préfectoral n°E-2023-349 du 8 décembre 2023 portant subdélégation de signature de Armelle LEBRUN, directrice départementale adjointe des territoires du Lot ;

VU l'avis du 14 novembre 2023 de l'Office Français de la Biodiversité;

VU l'avis du 10 novembre 2023 de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Célé;

VU le courriel du 5 décembre 2023 par lequel Monsieur Jéké Alexandre a été invité à faire valoir ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU la réponse de Monsieur Jéké Alexandre dans le délai imparti sur le projet d'arrêté ;

Direction départementale des territoires du Lot  
Cité administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt@lot.gouv.fr

Page 1/4

CONSIDERANT qu'il y a lieu, afin de concilier les usages de l'eau et de protéger les milieux aquatiques, de fixer des conditions à la réalisation de ce plan d'eau ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de réduire les impacts du plan d'eau sur le milieu naturel ;

SUR proposition de la directrice départementale adjointe des territoires du Lot ;

## ARRÊTE

### Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à Monsieur Alexandre Jéké de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la création d'un plan d'eau situé sur la parcelle cadastrée A105 au lieu-dit « Lapergue » sur la commune de Saint Perdoux.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	Déclaration	Arrêté du 9 juin 2021

### Article 2 : Description de l'ouvrage

#### Usages et alimentation:

La vocation de cet ouvrage est l'irrigation agricole. Son remplissage se fait par des eaux de ruissellement et de captage des eaux pluviales de toiture.

#### Caractéristiques principales du plan d'eau :

Superficie : 1 150 m<sup>2</sup>  
Profondeur maximale : 3 m  
Volume de stockage : 2 250 m<sup>3</sup>  
Cote altimétrique PEN : 92,50 m  
Etanchéité : géomembrane

#### Equipements :

Le **barrage** est constitué de déblais d'excavation du plan d'eau. Il est équipé d'un **évacuateur de crue** comportant un chenal d'évacuation, un coursier et un bassin de dissipation d'énergie par ressaut.

Le barrage présente les caractéristiques suivantes :

- hauteur maximum par rapport au terrain naturel : 3,60 m
- longueur : 71 m
- largeur en crête : 4 m
- pente côté intérieur : 2H/1V
- pente côté extérieur : 2H/1V

Direction départementale des territoires du Lot  
Cité administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt@lot.gouv.fr

Page 2/4

Une conduite de vidange gravitaire d'une longueur de 90 m, d'un diamètre de 0,11 m est disposée en fond de retenue. Celle-ci est équipée d'une crépine flottante.

Un système de trop plein constitué par une buse d'un diamètre de 0,11 m permet de rejeter des eaux de fond vers l'aval. Sa prise d'eau est positionnée à une profondeur de 1 mètre au-dessus du fond du plan d'eau (soit à 2 m au-dessous la cote normale du plan d'eau).

### **Article 3 : Prescriptions générales**

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies par l'arrêté cité à l'article 1.

### **Article 4 : Prescriptions particulières**

Prescriptions relatives aux enjeux biodiversité :

- Un dispositif de type filet ou tapis sera mis en place, depuis le haut de berge jusqu'au fond de l'ouvrage, afin de permettre à la faune de remonter les berges
- L'introduction dans le plan d'eau d'espèces exotiques envahissantes, d'espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ou d'espèces non représentées sur le territoire métropolitain (article L.432-10 à L.432-12 du code de l'environnement) est interdite.

Autres prescriptions :

Les plans de récolement des ouvrages seront adressés au service la police de l'eau de la DDT du Lot dans un délai de 1 mois après la fin des travaux.

### **Article 5 : Vidange et curage**

En cas de vidange ou curage, un porter à connaissance précisant les modalités de réalisation des travaux sera déposé auprès du service en charge de la police de l'eau pour validation. Des prescriptions complémentaires pourront le cas échéant être édictées.

### **Article 6 : Entretien et surveillance**

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du pétitionnaire. Celui-ci procède à des visites de vérification régulières.

### **Article 7 : Modification des prescriptions**

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

### **Article 8 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 9 : Contrôle des installations**

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, objets de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'opérations de contrôle.

## **Article 10 : Autres réglementations**

L'ensemble des prélèvements agricoles est soumis à une autorisation de l'Organisme Unique de Gestion Collective du sous-bassin Lot (Chambre d'agriculture du Lot, 430 avenue Jean Jaurès, CS 60199, 460004 CAHORS cedex).

A ce titre, les prélèvements sont opérés conformément aux mesures et aux prescriptions applicables.

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, le dossier de déclaration ainsi qu'une copie du présent arrêté seront transmis à la mairie de la commune de Saint Perdoux, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet "Les services de l'État dans le Lot", pendant une durée d'au moins 6 mois.

## **Article 12 : Exécution**

La sous-préfète de l'arrondissement de Figeac, le maire de la commune de Saint Perdoux, le chef de service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie, la directrice départementale adjointe des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Alexandre Jéké, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Lot, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie de Saint Perdoux.

A Cahors le **19 DEC. 2023**

Adjoint au chef d'unité  
Police de l'eau, DPE et navigation

  
Stéphane BERTRANDIE

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet du Lot – Place Chapou – 46009 Cahors Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit lui être jointe.
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire - Hôtel de Roquelaure 246 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit lui être jointe.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse (68, rue Raymond IV - 31000 Toulouse tél : 05 62 73 57 57) dans un délai de deux mois courant à compter de sa publication.

Préfecture du Lot

46-2023-12-29-00001

ARRÊTÉ n° E-2023-365 AUTORISANT LE  
DEROULEMENT D UNE ÉPREUVE DE CHIENS  
COURANTS, SUR SANGLIER, NON TIRÉ,  
ORGANISÉ PAR LE CLUB DU PORCELAINE LES 12,  
13 ET 14 JANVIER 2024



**ARRÊTÉ n° E-2023-365**  
**AUTORISANT LE DEROULEMENT D'UNE ÉPREUVE DE CHIENS  
COURANTS, SUR SANGLIER, NON TIRÉ, ORGANISÉ PAR  
LE CLUB DU PORCELAINE LES 12, 13 ET 14 JANVIER 2024**

**La Préfète du LOT,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L420-3 et L424-1 ;
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture en date du 16 mars 1955 ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 modifié fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse ;
- VU la demande formulée par le président du club du porcelaine du 08 décembre 2023 ;
- VU l'engagement du club du porcelaine à détenir les autorisations écrites du détenteur des droits de chasse des communes concernées par l'épreuve de chiens courants sur sanglier non tiré en date des 12, 13 et 14 janvier 2024 ;
- VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs du Lot du 11 décembre 2023 ;
- VU l'avis de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Lot en date du 11 décembre 2023 ;
- VU l'arrêté n° 2023-94 du 20 novembre 2023, portant délégation de signature et pour l'exercice de la compétence de pouvoir adjudicateur délégué à Armelle Le brun directrice départementale adjointe des territoires du Lot ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2023-349 du 08 décembre 2023, portant subdélégation de signature de Mme. Armelle LE BRUN, directrice départementale adjointe des territoires du Lot à certains agents placés sous son autorité ;

SUR proposition de la directrice départementale adjointe des territoires ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'épreuve de chiens courants organisée sur sanglier non tiré, par le club du porcelaine est autorisée **le vendredi 12, samedi 13 et dimanche 14 janvier 2024** sur les territoires de chasse des communes de Cassagnes, Puy-L'Évêque, Goujounac, Pomarede, Frayssinet-le-Gélat, Saint-Caprais, Soturac, Montcabrier, Saint-Martin-le-Redon, Lagardelle, Floressas et Grezels.

**ARTICLE 2 :** Afin de prévenir la destruction des oiseaux et de toutes espèces de gibier et pour favoriser leur repeuplement, il est interdit de laisser divaguer les chiens dans les terres cultivées ou non, les prés, les vignes, les vergers, les bois, ainsi que dans les marais et sur les bords des cours d'eau, étangs et lacs.

**ARTICLE 3 :** Au vu de toute demande de contrôle éventuel, l'organisateur devra conserver la liste et les numéros des chiens participants à la manifestation durant un an.

**ARTICLE 4 :** La clinique vétérinaire du docteur Gérald Rouvre, sise 26 rue des charmes 46220 Prayssac, assurera le contrôle de l'identification des chiens à leur arrivée et la surveillance sanitaire pendant leur séjour. Ces opérations seront effectuées aux frais de l'organisateur. L'organisateur devra mettre à la



disposition du service sanitaire le personnel et le matériel nécessaire à l'exécution des mesures de désinfection des lieux.

**ARTICLE 5 :** Les certificats sanitaires et de vaccination devront être tenus à la disposition du vétérinaire sanitaire. Celui-ci devra refuser l'admission des chiens dont l'identification n'est pas conforme aux dispositions réglementaires et celle des chiens qui ne sont pas en parfait état de santé. En cas d'apparition d'une maladie contagieuse sur les animaux présentés, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Lot pourra prendre toute mesure spéciale qui lui paraîtrait s'imposer.


**ARTICLE 6 :** Seuls les concurrents accompagnés par un membre du jury et un membre de la société de chasse locale sont autorisés à circuler à pied dans les espaces naturels. Les autres membres du jury et des sociétés de chasse sont autorisés à suivre l'épreuve en se déplaçant en voiture sur les routes et voies ouvertes à la circulation publique ou sur lesquelles les sociétés de chasse ou l'organisateur sont des ayants droit. Les spectateurs se placent en bordure de ces mêmes voies sans stationner dans le milieu naturel et en n'entravant pas la circulation d'autres véhicules, motorisés ou non motorisés. Ils sont autorisés à se déplacer pour changer de point d'observation en respectant les consignes de l'organisateur.

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation devra être présentée à toute réquisition de l'autorité publique.

**ARTICLE 8 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale adjointe des territoires du Lot, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le commandant du groupement de gendarmerie du Lot, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes concernées, pour affichage et inséré au recueil des actes administratifs.

À Cahors, le 29 décembre 2023

Pour la Préfète du Lot et par subdélégation,  
La cheffe de l'unité, forêt, chasse, milieux naturels



Corine JACOLY

**Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet du Lot – Place Chapou – 46009 Cahors Cedex dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – 246 boulevard Saint Germain – 75007 Paris dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier (68, rue Raymond IV – 31000 Toulouse – tél : 05.62.73.57.57), soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors  
Cedex  
Service Eau, Forêt, Environnement  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt-sefe@lot.gouv.fr

Préfecture du Lot

46-2023-12-29-00002

ARRÊTÉ n° E-2023-366 AUTORISANT LE  
DEROULEMENT D UN BREVET DE CHIENS  
COURANTS, SUR SANGLIER ET LIÈVRE, NON  
TIRÉS, ORGANISÉ PAR LA SAINT-HUBERT  
MARCILHACOISE LES 16 ET 17 MARS 2024



**PRÉFÈTE  
DU LOT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ENREGISTRÉ le 29/12/2023  
Sous le E-2023-366

Direction Départementale  
des Territoires du Lot

**ARRÊTÉ n° E-2023-366**  
**AUTORISANT LE DEROULEMENT D'UN BREVET DE CHIENS  
COURANTS, SUR SANGLIER ET LIÈVRE, NON TIRÉS, ORGANISÉ PAR  
LA SAINT-HUBERT MARCILHACOISE LES 16 ET 17 MARS 2024**

**La Préfète du LOT,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L420-3 et L424-1 ;
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture en date du 16 mars 1955 ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 modifié fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse ;
- VU la demande formulée le 08 décembre 2023 par le président de la société de chasse la Saint-Hubert Marcilhacoise et le club du bleu de gascoigne, gascon-saintongeais et ariégeois, affiliés à la société centrale canine ;
- VU l'engagement du demandeur à détenir les autorisations écrites du détenteur des droits de chasse des communes concernées par l'épreuve de chiens courants sur sanglier et lièvre non tirés en date du 16 et 17 mars 2024 ;
- VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs du Lot du 20 décembre 2023 ;
- VU l'avis de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Lot en date du 19 décembre 2023 ;
- VU l'arrêté n° 2023-94 du 20 novembre 2023, portant délégation de signature et pour l'exercice de la compétence de pouvoir adjudicateur délégué à Armelle Le brun directrice départementale adjointe des territoires du Lot ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2023-349 du 08 décembre 2023, portant subdélégation de signature de Mme. Armelle LE BRUN, directrice départementale adjointe des territoires du Lot à certains agents placés sous son autorité ;

SUR proposition de la directrice départementale adjointe des territoires ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'épreuve de chiens courants organisée sur sanglier et lièvres non tirés, par la société de chasse la Saint-Hubert Marcilhacoise est autorisée **le samedi 16 et dimanche 17 mars 2024** sur les territoires de chasse des communes de Blars, Brengues, Cajarc, Gréalou, Larnagol, Marcilhac-sur-Célé, Orniac, Sauliac-sur-Célé, Saint-Chels, Saint-Sulpice, Saint-Martin-Labouval et Tour-de-Faure.

**ARTICLE 2 :** Afin de prévenir la destruction des oiseaux et de toutes espèces de gibier et pour favoriser leur repeuplement, il est interdit de laisser divaguer les chiens dans les terres cultivées ou non, les prés, les vignes, les vergers, les bois, ainsi que dans les marais et sur les bords des cours d'eau, étangs et lacs.

**ARTICLE 3 :** Au vu de toute demande de contrôle éventuel, l'organisateur devra conserver la liste et les numéros des chiens participants à la manifestation durant un an.

**ARTICLE 4 :** La clinique vétérinaire des deux vallées, sise 09 bis avenue Pierre et Marie Curie 46100 Figeac, assurera le contrôle de l'identification des chiens à leur arrivée et la surveillance sanitaire

Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors  
Cedex  
Service Eau, Forêt, Environnement  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt-sefe@lot.gouv.fr

pendant leur séjour. Ces opérations seront effectuées aux frais de l'organisateur. L'organisateur devra mettre à la disposition du service sanitaire le personnel et le matériel nécessaire à l'exécution des mesures de désinfection des lieux.

**ARTICLE 5 :** Les certificats sanitaires et de vaccination devront être tenus à la disposition du vétérinaire sanitaire. Celui-ci devra refuser l'admission des chiens dont l'identification n'est pas conforme aux dispositions réglementaires et celle des chiens qui ne sont pas en parfait état de santé. En cas d'apparition d'une maladie contagieuse sur les animaux présentés, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Lot pourra prendre toute mesure spéciale qui lui paraîtrait s'imposer.

**ARTICLE 6 :** Seuls les concurrents accompagnés par un membre du jury et un membre de la société de chasse locale sont autorisés à circuler à pied dans les espaces naturels.

Les autres membres du jury et des sociétés de chasse sont autorisés à suivre l'épreuve en se déplaçant en voiture sur les routes et voies ouvertes à la circulation publique ou sur lesquelles les sociétés de chasse ou l'organisateur sont des ayants droit.

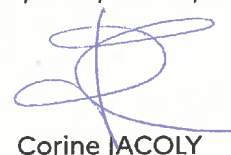
Les spectateurs se placent en bordure de ces mêmes voies sans stationner dans le milieu naturel et en n'entravant pas la circulation d'autres véhicules, motorisés ou non motorisés. Ils sont autorisés à se déplacer pour changer de point d'observation en respectant les consignes de l'organisateur.

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation devra être présentée à toute réquisition de l'autorité publique.

**ARTICLE 8 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale adjointe des territoires du Lot, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le commandant du groupement de gendarmerie du Lot, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes concernées, pour affichage et inséré au recueil des actes administratifs.

À Cahors, le 29 décembre 2023

Pour la Préfète du Lot et par subdélégation,  
La cheffe de l'unité, forêt, chasse, milieux naturels



Corine JACOLY

**Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet du Lot – Place Chapou – 46009 Cahors Cedex dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – 246 boulevard Saint Germain – 75007 Paris dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier (68, rue Raymond IV – 31000 Toulouse – tél : 05.62.73.57.57), soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors  
Cedex  
Service Eau, Forêt, Environnement  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt-sefe@lot.gouv.fr

Préfecture du Lot

46-2023-12-14-00005

Arrêté n° E-2024-2 fixant la composition de la  
commission consultative paritaire  
départementale des baux ruraux du Lot

**ARRÊTÉ n° E-2024-2**  
**FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE DÉPARTEMENTALE DES  
BAUX RURAUX DU LOT**

**La Préfète du LOT,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU les articles R. 414-A et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- VU les articles R. 514-37 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- VU le décret n°2017-1100 du 15 juin 2017 relatif aux tribunaux paritaires des baux ruraux et aux commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux ;
- VU le décret n° E-2019-53 du 27 février 2019 relatif à la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles habilité à siéger au sein des commissions administratives ;
- VU l'arrêté préfectoral n° E-2018-103 du 17 avril 2018 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux ;
- VU l'arrêté préfectoral n° E-202-208 du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n° E-2018-103.
- CONSIDÉRANT les propositions des organisations syndicales d'exploitants agricoles concernant les bailleurs non preneurs et les preneurs non bailleurs ;
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du LOT

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La Commission Consultative Paritaire Départementale des Baux Ruraux du Lot est placée sous la présidence de la Préfète du Lot ou son représentant.

**ARTICLE 2** : La commission consultative paritaire départementale des baux ruraux du Lot est composée comme suit :

Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 61 07  
ddt@lot.gouv.fr

### 1) Membres non élus

- le préfet, ou son représentant, président ;
- le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- le président de la chambre d'agriculture ou son représentant ;
- le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitations agricoles ou son représentant,
- le président des jeunes agriculteurs ou son représentant,
- le président de la confédération paysanne du Lot ou son représentant,
- le président de la coordination rurale du Lot ou son représentant,
- le président de l'organisation départementale de la propriété agricole affiliée à l'organisation nationale la plus représentative ou son représentant,
- le président de l'organisation départementale des fermiers et des métayers affiliée à l'organisation nationale la plus représentative ou son représentant ,
- le président de la chambre interdépartementale des notaires ou son représentant.

### 2) Membres élus

#### ➤ Au titre des représentants des bailleurs

Titulaires	Suppléants
DELVIT Christian	DUMEAUX Alain
ALLEMAND Jean	BOUTOT Claude
MOLES Michel	-
GRATIAS Jean-Paul	-
VALERY René	-
LAHORE Raymonde	-

#### ➤ Au titre des représentants des preneurs

Titulaires	Suppléants
BOUDET Eric	LAPERGUE Laurent
MAGNE Vincent	BURC Philippe
CAUSSANEL Jean-Pierre	ALBOUYS Jean-Marc
SAINTE-MARIE Anthony	MOULENE Hervé
MOURGUES Bernard	BORD Patrick
REVEILLAC Pierre	LADIRAT Gilles

Seuls les membres élus ont voix délibérative.

Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 61 07  
ddt@lot.gouv.fr



**Article 3 :** Le secrétariat de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux est assuré par la direction départementale des territoires.

**Article 4 :** L'arrêté du 17 avril 2018 est abrogé.

**Article 5 :** La secrétaire générale de la préfecture du lot et le directeur départemental des territoires du Lot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

A Cahors, le 14 décembre 2023



La Préfète du Lot,  
Claire RAULIN

Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 61 07  
ddt@lot.gouv.fr





Préfecture du Lot

46-2024-01-02-00003

Arrêté préfectoral complémentaire n° E-2024-3  
portant interdiction temporaire de circulation  
sur l'autoroute A20 dans les deux sens

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° E-2024-3  
PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION SUR L'AUTOROUTE A20  
DANS LES DEUX SENS**

**La Préfète du LOT,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** la loi 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82.623 du 22 juillet 1982,
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 411-8, 411-9, et 411-25,
- Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par arrêtés successifs,
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et notamment son article 135,
- Vu** le décret du 7 février 1992 approuvant la convention passée entre l'État et la société Autoroutes du Sud de la France pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes,
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral portant réglementation de la police sur l'autoroute A20 dans la traversée des départements de la Corrèze, Lot et Tarn-et-Garonne, signé respectivement les 11, 21 et 28 juillet 2008,

**Considérant** l'accident impliquant 1 PL et 2 VL qui est intervenu vers 5h20 ce jour 2 janvier 2024 sur l'autoroute A20 au PR 297 + 300 et ayant bloqué les deux voies de circulation dans les deux sens sud-nord,

**Considérant** que l'incendie s'est propagé à un portique de signalisation à messagerie variable et que le ce dernier menace de s'effondrer sur les voies de circulation,

Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt@lot.gouv.fr

**Considérant** le trafic routier intense dans la tranchée couverte de Terregaye,

**Considérant** qu'il importe, en conséquence, de prendre toutes les dispositions en vue d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute ainsi que celle des agents de la société Autoroutes du Sud de la France et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire, autant que possible, les entraves à la circulation,

**Sur proposition** du Directeur de Cabinet de la Préfecture du Lot,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 -**

La circulation de tous les véhicules est interdite sur l'A20 de 5h32 jusqu'à une durée indéterminée entre les échangeurs n°54 de Martel et n°56 de Labastide Murat dans les deux sens.

### **ARTICLE 2 -**

Les services de gendarmerie sont chargés de faire appliquer ces interdictions.

### **ARTICLE 3 -**

L'interdiction de circuler ne s'applique pas aux véhicules, engins de secours et d'intervention et de la société ASF VINCI Autoroutes.

### **ARTICLE 4 -**

Madame la Préfète du Lot, Monsieur Le Directeur Départemental des Territoires du Lot, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie départementale du Lot, Monsieur le Directeur Régional Centre Auvergne de la société Autoroutes du Sud de la France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée.

Fait à CAHORS, le 2 janvier 2024

Pour La Préfète, par délégation,  
Le cadre de permanence de la DDT,



Régine BÉTOURNE

Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt@lot.gouv.fr

Préfecture du Lot

46-2023-12-12-00006

Arrêté préfectoral interdépartemental  
instituant une réglementation de la pêche sur le  
tronçon de la Dordogne déterminant la limite  
départementale entre les départements du Lot  
et de la Dordogne sur les communes de Lanzaç  
(46), du Roc (46), et de Pechs-de-L'Espérance  
(24)

**Arrêté préfectoral interdépartemental instituant une réglementation de  
la pêche sur le tronçon de la Dordogne déterminant la limite  
départementale entre les départements du Lot et de la Dordogne  
sur les communes de Lanzac (46), du Roc (46),  
et de Pechs-de-L'Espérance (24)**

La préfète du Lot,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Le préfet de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article R.436-37 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 portant création des directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n°INTA2129889D du 3 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Jean-Sébastien LAMONTAGNE, en qualité de préfet de la Dordogne ;

Vu le décret n°IOMA2319683D du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Claire RAULIN, en qualité de préfète du Lot ;

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la pêche de loisir dans le département du Lot ;

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la pêche dans le département de la Dordogne ;

Vu l'avis du chef du service départemental de la Dordogne de l'office français de la biodiversité en date du 25 octobre 2023 ;

Vu l'avis du président de la Fédération de la Dordogne pour la pêche et la protection des milieux aquatiques en date du 10 novembre 2023 ;

Vu l'avis du chef du service départemental du Lot de l'office français de la biodiversité en date du 13 novembre 2023 ;

Vu l'avis réputé favorable du président de la Fédération du Lot pour la pêche et la protection des milieux aquatiques ;

Vu les consultations du public effectuées sur le site Internet de la Préfecture de la Dordogne du 13 novembre 2023 au 4 décembre 2023 inclus et sur celui de la Préfecture du Lot du 14 novembre 2023 au 5 décembre 2023 inclus ;

Vu le rapport de synthèse établi dans le cadre de la procédure de consultation du public effectuée sur le site de la Préfecture du Lot du 14 novembre 2023 au 5 décembre 2023 inclus conformément à la loi n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

Vu le rapport de synthèse établi dans le cadre de la procédure de consultation du public effectuée sur le site de la Préfecture de la Dordogne du 13 novembre 2023 au 4 décembre 2023 inclus conformément à la loi n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le tronçon de la Dordogne, ayant pour limite amont la limite amont de la parcelle A 620 sur la commune de Lanzac en rive gauche et la limite amont de la parcelle 089 A 154 sur la commune de Pechs-de-L'Espérance en rive droite et pour limite aval la limite aval de la parcelle A 170 sur la commune du Roc en rive gauche et la limite aval de la parcelle B 571 sur la commune de Pechs-de-L'Espérance en rive droite, est loué par une AAPPMA lotoise ;

Sur proposition des secrétaires généraux du Lot et de la Dordogne ;

## ARRÊTENT

### Article 1<sup>er</sup> :

Sur le tronçon de la Dordogne ayant :

- pour limite amont : la limite amont de la parcelle A 620 sur la commune de Lanzac en rive gauche et la limite amont de la parcelle 089 A 154 sur la commune de Pechs-de-L'Espérance en rive droite,
  - pour limite aval : la limite aval de la parcelle A 170 sur la commune du Roc en rive gauche et la limite aval de la parcelle B 571 sur la commune de Pechs-de-L'Espérance en rive droite,
- la réglementation de la pêche est régie par l'arrêté préfectoral relatif à la pêche de loisir dans le département du Lot.

Une carte est annexée au présent arrêté.

### Article 2 :

Les réserves de pêche au sens des articles R.436-69 et suivants du code de l'environnement sont définies sur ce tronçon par les arrêtés préfectoraux relatifs à la pêche dans les départements du Lot et de la Dordogne.

### Article 3 :

Le présent arrêté prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ce jusqu'au renouvellement des baux de pêche consentis par l'Établissement public territorial du bassin de la Dordogne (EPIDOR) sur le domaine public fluvial de la Dordogne.

**Article 4 :**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des préfectures du Lot et de la Dordogne.

**Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification/publication, d'un recours gracieux auprès de la préfète du Lot et du préfet de la Dordogne ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse ou de Bordeaux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

- Les secrétaires généraux des préfectures du Lot et de la Dordogne,
- les directeurs départementaux des territoires du Lot et de la Dordogne ;
- le président de l'établissement public territorial du bassin de la Dordogne (EPIDOR) ;
- les maires de Lanzac (46), du Roc (46) et de Pechs-de-L'Espérance (24) ;
- les commandants des groupements de gendarmerie du Lot et de la Dordogne ;
- les chefs des services départementaux du Lot et de la Dordogne de l'office français de la biodiversité ;
- les gardes particuliers assermentés ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Cahors, le **12 DEC. 2023**

La préfète du Lot,



Claire RAULIN

A Périgueux, le **15 DEC. 2023**

Le préfet de la Dordogne,



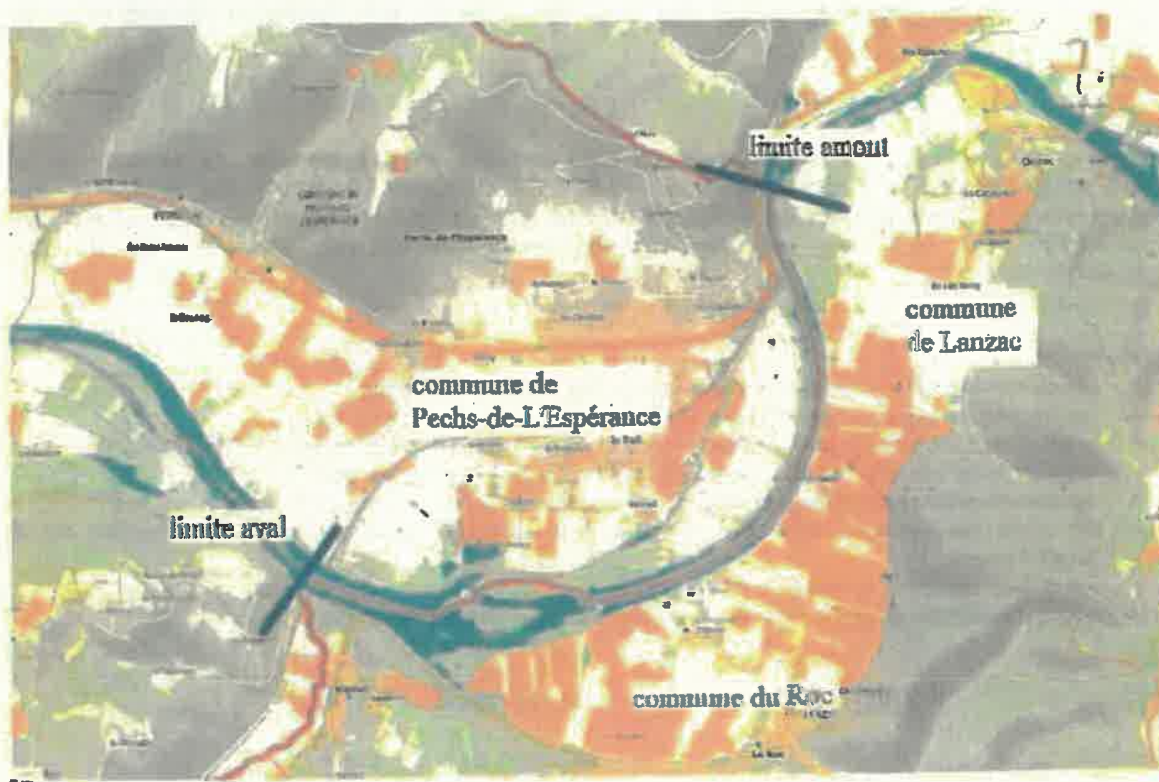
Jean-Sébastien LAMONTAGNE

**Ampliation sera adressée :**

- au président de la Fédération du Lot pour la pêche et la protection des milieux aquatiques,
- au président de la Fédération de la Dordogne pour la pêche et la protection des milieux aquatiques,
- au chef du service départemental du Lot de l'office français de la biodiversité,
- au chef du service départemental de la Dordogne de l'office français de la biodiversité,
- aux maires des communes de Lanzac, du Roc et de Pechs-de-L'Espérance



**Annexe : carte des limites amont et aval**



Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt@lot.gouv.fr

Direction Départementale des Territoires de la Dordogne  
Cité administrative - CS 74000 - 24053 Périgueux cedex  
Tél : 05 53 45 56 00  
ddt@dordogne.gouv.fr

Page 4 / 4

Préfecture du Lot

46-2024-01-02-00004

Arrêté préfectoral n° 2023-100 portant  
constitution de la Commission départementale  
d'aménagement commercial (CDAC)  
compétente pour statuer sur un projet  
d'extension de 1471 m<sup>2</sup> de surface de vente d'un  
ensemble commercial par extension de  
l'hypermarché E. Leclerc à Capdenac

**Arrêté préfectoral n° 2023-100**  
**portant constitution de la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) compétente pour statuer sur un projet d'extension de 1471 m<sup>2</sup> de surface de vente d'un ensemble commercial par extension de l'hypermarché E. Leclerc à Capdenac**

**La Préfète du Lot,**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de commerce, livre VII, titre V, relatif à l'aménagement commercial ;
- Vu** les articles L. 2122-17 à 20 et L. 2122-25 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008 ;
- Vu** la loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 ;
- Vu** la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;
- Vu** la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- Vu** le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;
- Vu** le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;
- Vu** le décret du 17 juillet 2021 portant nomination de Mme Anne-Cécile VIALLE, en qualité de sous-préfète de Figeac ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Claire RAULIN préfète du Lot ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-62 du 23 novembre 2021 portant renouvellement de la constitution de la commission départementale d'aménagement commercial ;
- Vu** la demande enregistrée le 30 novembre 2023 par la SAS SOCAPDIS, concernant l'autorisation d'exploitation commerciale portant sur l'extension de 1471 m<sup>2</sup> de surface de vente d'un ensemble commercial par extension de l'hypermarché E. Leclerc à Capdenac ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète de l'arrondissement de Figeac,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : La commission départementale d'aménagement commercial appelée à statuer sur le projet susvisé est composée de la manière suivante :

*Président* : la préfète, ou son représentant, qui ne prend pas part au vote.

### A – Élus :

- M. Guy BATHEROSSE, maire de Capdenac, siégeant au titre de la commune d'implantation, ou son représentant ;
- M. Vincent LABARTHE, président de la communauté de communes du Grand Figeac dont est membre la commune d'implantation, ou son représentant ;
- M. Bertrand CAVALERIE, en sa qualité de représentant du Syndicat mixte du SCOT du Grand Figeac, établissement public de coopération intercommunale chargé du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) dans le périmètre duquel est située la commune d'implantation, ou son représentant ;
- M. Serge RIGAL, président du conseil départemental du Lot, ou son représentant ;
- M. le vice-président du conseil régional d'Occitanie, ou son suppléant, représentant la présidente de la région Occitanie ;
- M. Ludovic DIZENGREMEL, maire de Mercuès, en sa qualité de membre désigné représentant les maires au niveau départemental ;
- M. Serge BLADINIERES, président de la communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble, en sa qualité de membre désigné représentant les intercommunalités au niveau départemental.

### B – Personnalités qualifiées :

a) Deux en matière de consommation et de protection des consommateurs à choisir parmi les personnes suivantes en fonction de leur disponibilité :

M. Pierre MAS

*Union départementale des associations familiales (UDAF)*

MME. Maryse TRIVIAUX

*UFC Que choisir*

M. Gérard IRAGNES

*Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés CGT*

b) Deux en matière de développement durable et aménagement du territoire parmi les personnes suivantes en fonction de leur disponibilité :

M. Henri COLIN

*Directeur départemental de l'équipement en retraite*

M. Daniel BANCEL

*Recteur d'académie en retraite*

M. Mathieu LARRIBE

*Directeur du Conseil d'architecture et de l'environnement du Lot (CAUE)*

Préfecture du Lot  
Place Jean-Jacques Chapou  
46009 Cahors Cedex  
05 65 23 10 00  
pref-cdac46@lot.gouv.fr

c) - Personnalité qualifiée représentant le tissu économique désignée par la chambre d'agriculture :

- Monsieur Christophe Canal, président de la chambre d'agriculture ou son représentant ;

D - Deux personnes représentant la zone de chalandise désignées par M. le Préfet de l'Aveyron :

- Élu local : M. le maire de Decazeville ou son représentant dûment délégué à cet effet ;

- Personnalité qualifiée Mme Bernadette TESTORY, «INDECOSA CGT Consommateurs».

E - Deux personnes représentant la zone de chalandise désignées par M. le Préfet du Cantal :


- Élu local : Mme l'adjointe au maire de Naucelles ou son représentant dûment délégué à cet effet ;

- Personnalité qualifiée M Jean-claude MARONE ou sa suppléante Mme Ginette FRESQUET  
« UFC Que Choisir ».

Article 2 : Madame la sous-préfète de l'arrondissement de Figeac est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à chacun des membres de la commission ainsi qu'au directeur départemental des territoires.

Cahors, le 02 JAN. 2024

Pour la préfète et par délégation,  
La sous-préfète de l'arrondissement de Figeac



Anne-Cécile VIALLE



Préfecture du Lot

46-2023-12-21-00004

Arrêté préfectoral n° DC 2023/282 portant  
avertissement à l'encontre de l'établissement LE  
DIVO situé rue de l'Ecluse 46000 CAHORS



**PRÉFÈTE  
DU LOT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DC 2023/282**  
**PORTANT AVERTISSEMENT À L'ENCONTRE DE L'ÉTABLISSEMENT LE DIVO SITUÉ RUE DE L'ÉCLUSE**  
**46000 CAHORS**

**La Préfète du LOT**  
chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code pénal ;
- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment l'article R.333-1 donnant pouvoir au Préfet de département dans l'exercice des missions de police administrative ;
- VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.3332-15 portant description des modalités de mise en œuvre de la procédure de fermeture administrative ;
- VU** le Code du travail et notamment son article L8272-2 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du Président de la République en date du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Claire RAULIN en qualité de Préfète du Lot ;
- VU** l'arrêté Préfectoral n°DC 2020/019 du 19 février 2020 portant règlement des débits de boissons dans le département du LOT ;
- VU** le procès-verbal du 16 décembre 2023, établi par les services de la direction départementale de la sécurité publique du Lot, pour des infractions relevées à l'encontre de l'établissement Le Divo situé rue de l'écluse 46000 CAHORS ;

**CONSIDÉRANT** que, le samedi 16 décembre 2023, l'établissement Le Divo situé rue de l'écluse 46000 Cahors, a fait l'objet d'un contrôle conjoint par les services de police, des Finances Publiques, de l'URSSAF et de la DDETSPP qui a permis de constater les infractions suivantes : blanchiment de fraude fiscale, travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié, travail dissimulé par emploi d'une personne non titulaire d'une carte professionnelle pour l'exercice d'activité de surveillance, gardiennage et protections des personnes, travail dissimulé par emploi d'étranger non autorisé à travailler, exercice d'activité de surveillance gardiennage et protection des personnes sans agrément et non mise à disposition des agents chargés du contrôle du registre unique du personnel ;

**CONSIDÉRANT** que l'emploi de salariés non déclarés constitue une infraction prévue au 1<sup>er</sup> et 4 de l'article L8211-1 du Code du travail ;

Préfecture du Lot  
Place Jean-Jacques Chapou  
46009 Cahors Cedex  
05 65 23 10 00  
pref-polices-administratives@lot.gouv.fr



**CONSIDÉRANT** que l'emploi de personnels non déclarés et par conséquent non formés à la sécurité de ce type d'établissement est susceptible de porter gravement atteinte à la sécurité du public ;

**CONSIDÉRANT** que cet établissement fait l'objet depuis mars 2022 de plaintes des riverains pour des nuisances occasionnées ;

**CONSIDÉRANT** les multiples interventions de police en liens directs ou indirects avec le fonctionnement de cet établissement ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de l'avertissement constitue un préalable à l'application des articles L.333-1 du code de la sécurité intérieure et L. 3332-15 du code de la santé publique ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de préserver l'ordre et la tranquillité publics ;

**SUR** proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète du LOT,

### **D É C I D E**

Un avertissement est adressé à l'encontre de l'établissement Le Divo situé rue de l'écluse 46000 CAHORS, pour emploi de salariés non déclarés et troubles à l'ordre public ;


En cas de récidive, la procédure de fermeture provisoire de l'établissement Le Divo situé rue de l'écluse 46000 CAHORS sera engagée en application de l'article L.333-1 du Code de la sécurité intérieure et de l'article L.3332-1 du Code de la santé publique.

Cet avertissement ne fait pas obstacle aux mesures susceptibles d'être arrêtées par l'autorité judiciaire.

La présente décision sera notifiée au responsable de l'établissement Le Divo situé rue de l'écluse 46000 CAHORS, et une copie en sera adressée à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Maire de CAHORS et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Lot.

Fait à Cahors, le 21 décembre 2023

La Préfète,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. Raulin', is written over a faint circular stamp.

Claire RAULIN

Préfecture du Lot  
Place Jean-Jacques Chapou  
46009 Cahors Cedex  
05 65 23 10 00  
pref-polices-administratives@lot.gouv.fr

Préfecture du Lot

46-2023-12-22-00002

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E-2023-361 portant  
habilitation À participer au débat sur  
l'environnement dans le cadre d'instances  
consultatives départementales du lot à  
l'association pour la sauvegarde des maisons et  
paysages du Quercy (ASMPQ)

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E-2023-361**

**PORTANT HABILITATION À PARTICIPER AU DÉBAT SUR L'ENVIRONNEMENT DANS LE CADRE  
D'INSTANCES CONSULTATIVES DÉPARTEMENTALES DU LOT À L'ASSOCIATION POUR LA  
SAUVEGARDE DES MAISONS ET PAYSAGES DU QUERCY (ASMPQ)**

**La préfète du lot,  
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 141-1 à L. 141-3 et R. 141-1 à R. 141-20 ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de la préfète du Lot – madame RAULIN (Claire) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 fixant la composition du dossier de demande de participation au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° E-2018-276 du 19 novembre 2018 portant renouvellement de l'habilitation de l'ASMPQ à participer au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives départementales du Lot au titre de l'article L. 141-3 du code de l'environnement ;
- VU** la circulaire du 14 mai 2012 du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, relative à l'agrément des associations au titre de la protection de l'environnement et à la désignation d'associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable au sein de certaines instances ;
- VU** le dossier complet de demande de renouvellement de l'habilitation de l'ASMPQ du 13 juillet 2023 ;
- VU** la saisine pour avis du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie en date du 25 juillet 2023 au titre de l'article R. 141-21 du code de l'environnement sur la demande de renouvellement de l'habilitation de l'ASMPQ ;
- VU** l'avis du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie en date du 7 novembre 2023 ;
- VU** les autres pièces du dossier ;

**CONSIDÉRANT** ce qui suit :

1. En application de l'article R. 141-21 du code de l'environnement, peuvent être désignées pour prendre part au débat sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives nationales, régionales et départementales ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable visées à l'article L. 141-3 du code de l'environnement les associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique qui, à la date de leur demande, remplissent les conditions suivantes :

- représenter un nombre important de membres pour les associations ou de donateurs pour les fondations reconnues d'utilité publique, eu égard au ressort géographique de leur activité ;
- justifier d'une expérience et de savoirs reconnus dans un ou plusieurs domaines de l'article L. 141-1 du code de l'environnement, illustrées par des travaux, recherches et publications reconnus et réguliers, ou par des activités opérationnelles ;
- disposer de statuts, de financements ainsi que de conditions d'organisation et de fonctionnement qui ne limitent pas leur indépendance, notamment à l'égard des pouvoirs publics, des partis politiques, des syndicats, des cultes, ou d'intérêts professionnels ou économiques ;

2. En 2014, l'ASMPQ s'est vue délivrer une première habilitation au titre de la protection de l'environnement dans le cadre géographique du Lot. Il a été renouvelé en 2018 pour le même ressort territorial. L'ASMPQ, dont le siège social est situé à la maison des associations de Cahors (*maison des associations, place Bessières, 46000 Cahors*) sollicite un second renouvellement de son habilitation au titre de la protection de l'environnement dans le département.

3. Il ressort de l'instruction de la demande, notamment des pièces du dossier de demande et des avis formulés susvisés, que l'association remplit les conditions pour que l'habilitation sollicitée soit renouvelée. En vertu de l'article R. 141-22 du code de l'environnement, l'ASMPQ bénéficie du renouvellement tacite de son habilitation depuis le 13 novembre 2023. Il convient cependant, dans un souci de bonne administration, de confirmer le renouvellement tacite d'habilitation.

**SUR** proposition de la directrice départementale adjointe des territoires du Lot ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'association pour la sauvegarde des maisons et paysages du Quercy (ASMPQ) agréée au titre de la protection de l'environnement, dont le siège social est situé Place Bessières à Cahors (46 000), est habilitée à participer au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives départementales du Lot au titre de l'article L. 141-3 du code de l'environnement.

**ARTICLE 2** : Cette habilitation est délivrée depuis le 13 novembre 2023, pour une durée renouvelable de cinq ans.

**ARTICLE 3** : L'association publie chaque année, sur son site internet un mois au plus tard après leur approbation par l'assemblée générale son rapport d'activité et son rapport moral, ses comptes de résultat et de bilan ainsi que leurs annexes et, le cas échéant, son compte d'emploi des ressources. Ces documents doivent permettre de vérifier que les dispositions de l'article R. 141-21 du code de l'environnement sont satisfaites.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture du Lot, la directrice départementale adjointe des territoires du Lot, le directeur régional Occitanie de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le président de l'ASMPQ, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Lot.

Copie en sera adressée au greffe du tribunal judiciaire de Cahors.

La liste des associations bénéficiant d'un agrément départemental et auxquelles il peut être fait appel pour siéger dans des instances consultatives qui examinent les politiques d'environnement et de développement durable et mise à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Lot sera modifiée en conséquence.

**ARTICLE FINAL :** Dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Lot (*préfecture du Lot, place Chapou, 46009 Cahors cedex*) ; le recours doit être écrit et motivé ; une copie du présent arrêté doit être jointe au recours gracieux ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires (*ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, grande arche de la Défense, paroi sud / tour Séquoia, 92055 La Défense*) ; le recours doit être écrit et motivé ; une copie du présent arrêté doit être jointe au recours hiérarchique ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse, notamment par courrier (*tribunal administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse cedex 07*) ou via l'application *Télérecours citoyen*, accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

À Cahors, le 2 DEC. 2023

La préfète du Lot,

Claire RAULIN



Préfecture du Lot

46-2023-12-26-00003

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° E-2023-364 modifiant  
l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 février  
2004 autorisant la société decremps à exploiter  
une carrière sur la commune de saint-denis-catus  
et portant autorisation de défrichement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° E-2023-364**

**MODIFIANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION DU 17 FÉVRIER 2004 AUTORISANT LA  
SOCIÉTÉ DECREMPS À EXPLOITER UNE CARRIÈRE SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS-CATUS ET  
PORTANT AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT**

**La préfète du Lot,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code forestier, notamment ses articles L. 341-1 à L. 341-6, L. 342-1 et R. 341-1 et suivants ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de la préfète du Lot – Madame Claire RAULIN ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2004 autorisant les établissements DECREMPS à exploiter une carrière sur la commune de Saint-Denis-Catus ;

VU le dossier de demande d'autorisation de défrichement n° 46-30409 reçu complet le 25 octobre 2023 présenté par les établissements DECREMPS, dont l'adresse est Z.I. d'Englandières 284, rue abbé Pierre 46000 Cahors, tendant à obtenir l'autorisation de défricher 0,4999 ha de bois situés sur le territoire de la commune de Saint-Denis-Catus ;

VU la contribution de la direction départementale des territoires du 3 novembre 2023 ;

VU les rapport et proposition de l'inspection des installations classées en date du 13 novembre 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 21 décembre 2023 ;

VU l'observation formulée par l'exploitant par courriel du 21 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que le maintien de l'état boisé n'est pas reconnu nécessaire à l'une ou plusieurs des fonctions listées à l'article L. 341-5 du code forestier ;

CONSIDÉRANT que le défrichement est réalisé sur l'emprise autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 février 2004 pré-cité ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation de défrichement n'entraîne pas de modifications substantielles du site conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Lot ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Exploitant et titulaire de l'autorisation**

Les établissements DECREMPS, dont le siège social est situé Z.I. d'Englandières 284, rue abbé Pierre 46000 CAHORS, sont autorisés, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté, à réaliser un défrichement sur le territoire de la commune de Saint-Denis-Catus dans les formes prévues par le présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Parcelles**

Les parcelles ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation de défrichement sont récapitulées dans le tableau suivant :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale (ha)	Surface à défricher demandée (ha)
Saint-Denis-Catus	A	1017	4,2134	0,4796
		987	1,4806	0,0203
Total			5,6940	0,4999

Le défrichement est autorisé sur l'ensemble des surfaces demandées soit 0,4999 ha.

### **ARTICLE 3 : Conditions d'autorisation du défrichement**

Le défrichement (coupes de bois et dessouchage) devra être réalisé entre le 15 décembre 2023 et le 31 janvier 2024.

### **ARTICLE 4 : Compensation**

La présente décision est subordonnée à une compensation calculée sur les bases suivantes, conformément à l'instruction technique DGPE/SDFCB/2015-656 du 27 juillet 2015 relative aux règles applicables en matière de défrichement :

Enjeux (économique, écologique ou social)	Superficie (ha)	Coefficient	Superficie à compenser (ha)
Aucun	0,4999	1	0,4999
Totaux	0,4999	-	0,4999

### **ARTICLE 5 : Moyen de compensation**

La compensation prescrite par l'article 4 consistera à verser une indemnité compensatoire au fonds stratégique de la forêt et du bois d'un montant de 2110 € (deux mille cent dix euros).

### **ARTICLE 6 :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 7 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Lot pendant une durée minimale de quatre mois.



## **ARTICLE 8 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture du Lot, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Lot.

Copie en sera adressée :

- au maire de la commune de Saint-Denis-Catus ;
- à la sous-préfète de Gourdon ;
- aux établissements DECREMPS.

À Cahors, le **26 DEC. 2023**

  
La préfète du Lot

**Claire RAULIN**

## **Délais et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de la préfète du Lot – Place Jean-Jacques Chapou, 46000 Cahors. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Préfecture du Lot

46-2024-01-02-00002

Arrêté préfectoral n° E-2024-1 portant  
interdiction temporaire de circulation sur  
l'autoroute A20 dans les deux sens

**ARRETE PREFECTORAL N° E-2024-1  
PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION SUR L'AUTOROUTE A20  
DANS LES DEUX SENS**

**Le Préfet du LOT,**

- Vu** la loi 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82.623 du 22 juillet 1982;
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 411-8, 411-9, et 411-25,
- Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par arrêtés successifs,
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et notamment son article 135,
- Vu** le décret du 7 février 1992 approuvant la convention passée entre l'État et la société Autoroutes du Sud de la France pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes,
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral portant réglementation de la police sur l'autoroute A20 dans la traversée des départements de la Corrèze, Lot et Tarn-et-Garonne, signé respectivement les 11, 21 et 28 juillet 2008,

**Considérant** l'accident impliquant 1 PL et 2 VL qui est intervenu vers 5h20 ce jour 2 janvier 2024 sur l'autoroute A20 au PR 297 + 300 et ayant bloqué les deux voies de circulation dans les deux sens sud-nord,

**Considérant** que l'incendie s'est propagé à un portique de signalisation à messagerie variable et que le ce dernier menace de s'effondrer sur les voies de circulation,

Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt@lot.gouv.fr

**Considérant** qu'il importe, en conséquence, de prendre toutes les dispositions en vue d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute ainsi que celle des agents de la société Autoroutes du Sud de la France et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire, autant que possible, les entraves à la circulation,

**Sur proposition** du Directeur de Cabinet de la Préfecture du Lot,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 -**

La circulation de tous les véhicules est interdite sur l'A20 de 5h32 jusqu'à une durée indéterminée entre les échangeurs n°54 de Martel et n°55 de Souillac dans les deux sens.

### **ARTICLE 2 -**

Les services de gendarmerie sont chargés de faire appliquer ces interdictions.

### **ARTICLE 3 -**

L'interdiction de circuler ne s'applique pas aux véhicules, engins de secours et d'intervention et de la société ASF VINCI Autoroutes.

### **ARTICLE 4 -**

Monsieur le Préfet du Lot, Monsieur Le Directeur Départemental des Territoires du Lot, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie départementale du Lot, Madame la Directrice Régionale Centre Auvergne de la société Autoroutes du Sud de la France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée.

Fait à CAHORS, le 2 janvier 2024

Pour La Préfète, par délégation,  
Le cadre de permanence de la DDT,



Régine BÉTOURNE

Direction Départementale des Territoires du Lot  
Cité Administrative - 127, quai Cavaignac - 46009 Cahors Cedex  
Tél : 05 65 23 60 60  
ddt@lot.gouv.fr

Préfecture du Lot

46-2024-01-02-00005

Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Hugues PERRIN, directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de la Haute-Garonne, en matière de gestion des successions vacantes

**Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Hugues PERRIN,  
directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de la  
Haute-Garonne, en matière de gestion des successions vacantes**

**La Préfète du Lot,**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code civil, notamment ses articles 809 à 811-3 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles R. 2331-1 et R. 2331-6 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4, modifié par l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 - art. 1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques, notamment son article 4, modifié par le décret n° 2023-74 du 6 février 2023 – art.1 ;

Vu le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 16 avril 2018 portant nomination de M. Hugues PERRIN, administrateur de l'État, en qualité de directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de Haute-Garonne avec une date d'installation fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;

Vu le décret n° 2022-491 du 6 avril 2022 relatif aux emplois de préfet et de sous-préfet ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Claire RAULIN en qualité de préfète du Lot ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés, modifié par l'arrêté interministériel du 21 décembre 2007 ;

Sur la proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Hugues PERRIN, directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de Haute-Garonne, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, la gestion et la liquidation des successions en déshérence dans le département du Lot.

**Article 2 :** M. Hugues PERRIN, directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de Haute-Garonne, peut donner sa délégation aux agents placés sous son autorité, pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a reçu lui-même délégation. Cette délégation sera prise, au nom de la préfète du Lot, par arrêté de délégation qui devra être transmis à la préfète du Lot aux fins de publication au recueil des actes administratifs des services de l'État du Lot.

**Article 3** : La secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État du Lot.

CAHORS , le **02 JAN. 2024**

La préfète du Lot,



Claire RAULIN